

Publié le 22 Avril 2015 - Mis à jour le 22 Avril 2015

**Mauvais boomerang**

## Avis à un François Hollande qui mise sur une (hypothétique) baisse du chômage pour 2017 : le Royaume-Uni est presque au plein emploi et David Cameron n'en profite pas



*malgré ces bons résultats, le Premier ministre David Cameron est loin d'aborder les prochaines législatives avec sérénité.*

L'économie du Royaume-Uni est au beau fixe : l'année dernière, sa croissance a atteint 2,8 % et le taux d'emploi est au plus haut niveau depuis 1971, à 73,4 %. Le taux de chômage est quant à lui inférieur à 6 %. Et pourtant, malgré ces bons résultats, le Premier ministre David Cameron est loin d'aborder les prochaines législatives avec sérénité.



Avec [Pierre-François Gouiffès](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico : Quand on observe la situation économique en Grande-Bretagne, statistiquement, les chiffres parlent en faveur de David Cameron et de son gouvernement. Mais David Cameron est-il assuré de récolter les fruits de la reprise économique aux élections qui auront lieu le 7 mai prochain ?**

**Pierre-François Gouiffès :** L'économie demeure au centre des élections générales qui se tiennent maintenant dans deux semaines, mais les deux impétrants au poste de Premier ministre, l'actuel titulaire de la fonction David

Cameron et le leader travailliste Ed Miliband présentent la situation économique de façon très différente.

**Le leader de la coalition sortante peut se targuer de résultats macroéconomiques à faire pâlir de nombreux autres chefs de gouvernement en Europe** : la croissance actuellement la plus élevée de l'OCDE, le taux de chômage au plus bas grâce à trois millions d'emplois créés dans le secteur privé depuis 2010 selon l'OCDE, l'inflation maîtrisée.

**Mais Ed Miliband demande aux électeurs de dépasser cette rutilante macro-économie pour mettre en lumière d'autres faits stylisés moins brillants d'une reprise dont certains aspects diffèrent négativement par rapport aux épisodes cycliques précédents :**

- **Des salaires réels et des revenus réels inférieurs encore aujourd'hui au niveau d'avant crise** : de fait les salaires ne se sont pas redressés par rapport aux récessions et reprises antérieures et l'OCDE attend encore leur augmentation
- **La qualité des emplois créés (temps partiels contraints dans le secteur des services notamment via les fameux zero hour contracts) faiblement génératrice de sécurité économique** : sur ce point, l'OCDE a indiqué dans son étude de 2015 sur le Royaume-Unis que "depuis début 2008, les gains étaient essentiellement attribuables à des emplois à temps partiel, dont beaucoup d'auto-entrepreneurs, mais depuis peu, les hausses concernent des emplois à temps plein, dont le nombre dépasse légèrement celui d'avant la crise"
- **L'augmentation de la pauvreté** ayant induit une explosion du recours aux banques alimentaires

D'où la volonté du leader travailliste de traiter ces difficultés dans un programme économique travailliste non totalement divergent de la proposition des conservateurs mais avec des amodiations sociales significatives.

Bref l'élection n'est pas pliée pour le sortant en dépit de ses brillants indicateurs...

## Quels facteurs jouent contre la réélection de David Cameron ?

Vous avez vu plus haut le procès du bilan économique de David Cameron instruit par le parti travailliste. **Mais la campagne se joue également sur des thèmes non économiques et de nature sociétale : la question de l'immigration devenue très prégnante, la préservation du National Health Service élevé par certain au statut de joyau national, la place du Royaume-Uni dans l'Europe (Cameron a promis un référendum avant 2017) ou la question de l'indépendantisme écossaise.**

On constate ensuite un certain éclatement de l'espace politique, qui s'éloigne de plus en plus du modèle "pur" du bipartisme britannique enseigné durant des décennies aux étudiants en sciences politiques. Outre les Lib Dems de Nick Clegg actuellement en coalition avec le parti conservateur, deux forces politiques nouvelles bénéficiant de résultats électoraux très significatifs sont apparues en 2014 lors des élections européennes et du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse : l'UK Independence Party (UKIP) qui demande la sortie de l'Union Européen et est dans les sondages la 3ème force politique nationale, et le Scottish National Party (SNP) qui couple demande d'indépendance écossaise et ligne beaucoup plus à gauche. **La plupart des analystes jugent vraisemblable un nouveau gouvernement de coalition.**

## Quelles difficultés subsistent encore dans l'économie du Royaume-Uni ?

**Le premier sujet est celui des déficits publics et extérieurs : le cumul britannique de ces déficits jumeaux est tout simplement le plus élevé de tous les pays du G7 à 9% du PIB : 4,4 % pour le déficit public et 4,6 % pour le déficit courant en 2015 selon la dernière prévision de l'OCDE.**

Le redressement des comptes publics a de fait été plus lent qu'en Europe continentale et a sans doute contribué, à côté de la politique monétaire non conventionnelle, à raffermir l'activité britannique. Les deux principaux partis diffèrent dans leur objectif partagé de redressement des comptes : baisse des dépenses pour les conservateurs, augmentation ciblée de la fiscalité pour des travaillistes qui restent toutefois bien loin de la fameuse taxe française de 75 %.

Il y a également l'enjeu du redressement des comptes extérieurs et de la compétitivité britannique, la faiblesse des gains de productivité constatée, la faiblesse de la croissance des revenus et salaires fortement mis en avant par le parti travailliste.

## **De manière plus globale, à supposer que François Hollande parvienne à redresser l'économie française, ne s'exposera-t-il pas à la même situation que David Cameron ?**

**François Hollande devrait peut-être d'abord se rappeler de la tradition française depuis quarante ans de "sortir les sortants" aux élections nationales présidentielles ou législatives.** Les deux seuls présidents sortants réélus (Mitterrand en 1988 et Chirac en 2002) l'ont été après une période de cohabitation et seules deux majorités nationales ont été reconduites, en 1978 et 2007.

Quant au lien entre performance économiques et résultats politiques, on peut à la fois constater que les récessions antérieures aux élections ont conduit à la défaites des équipes en place (1993 et 2012) mais qu'une bonne situation économique générale est tout sauf la garantie du maintien au pouvoir pour les sortants, à l'image des défaites marquantes de Chirac en 1988 et de Jospin en 2002.

Bref les leçons à tirer ne sont pas simples, sans oublier l'installation nouvelle d'un tripartisme à la française avec les positions désormais acquises par le Front National.